

## Pétitions

[Français]

## PÉTITIONS

## OPPOSITION À LA TAXATION DES ALIMENTS

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour remplir une tâche. La requête m'a été faite par un groupe de commettants, des gens qui ont visité le Marché By dans ma circonscription, et il s'agit d'une pétition qui est conforme à l'article 106 du Règlement et qui se lit comme suit:

Étant donné que le gouvernement fédéral a imposé aux contribuables canadiens depuis septembre 1984 25 nouvelles taxes ou augmentations de taxes déjà existantes, dont certaines s'appliquent aux articles médicaux et dentaires, friandises, bonbons et boissons;

que le gouvernement fédéral, dans son projet de réforme fiscale étudie la possibilité de faire subir aux contribuables canadiens une taxe généralisée sur les biens et services dans la nourriture;

que la nourriture constitue un élément vital de la vie quotidienne et que l'imposition de cet article aurait pour effet de pénaliser sérieusement différentes catégories de contribuables, de personnes âgées, des familles, des chômeurs et contribuables à faible et moyen revenus, des jeunes;

à ces causes, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement rejette toute mesure qui aurait pour effet d'instaurer une taxe de vente sur les produits alimentaires.

[Traduction]

## LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—OPPOSITION AU PLAN D'ENTREPRISE

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plusieurs douzaines de mes électeurs des localités de Thessalon, Bruce Mines et Desbarats qui demandent au gouvernement d'annuler le plan de Postes Canada visant à éliminer des milliers de bureaux de poste, à réduire les services et même à supprimer l'identité d'un certain nombre de localités.

## LE RÉACTEUR NUCLÉAIRE FERMI II—LE PROCESSUS D'EXAMEN

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, j'ai une autre pétition qui fait partie d'une série qu'ont adressée mes électeurs à propos du réacteur nucléaire Fermi II qui se trouve aux États-Unis à 10 milles seulement de la frontière canadienne. Cette pétition est signée par 256 Canadiens d'Amherstburg et d'Essex.

Les pétitionnaires soulignent les dangers et les problèmes énormes que présente cette centrale nucléaire en matière de sécurité si on en juge par les accidents qui s'y sont produits dans le passé. Ils demandent énergiquement au gouvernement d'intervenir pour faire en sorte qu'on procède à un examen impartial de la sécurité auquel participeraient des Canadiens et des Américains, avant que l'on ne permette à ce réacteur de fonctionner à plein rendement.

## L'IMMIGRATION—L'APPLICATION DES LOIS

**M. W. C. Scott (Victoria—Haliburton):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition dûment certifiée émanant de plusieurs habitants de diverses

localités de ma circonscription. Les 180 pétitionnaires s'inquiètent de voir que des immigrants illégaux sont maintenant autorisés à entrer au Canada. Ils demandent que le gouvernement remédie à cette situation en renvoyant les réfugiés de la mer d'où ils viennent et en les obligeant à respecter nos lois sur l'immigration.

## LES NORMES DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE—LES CEINTURES DE SÉCURITÉ DES SIÈGES ARRIÈRE—LES SACS GONFLABLES

**Mme Thérèse Killens (Saint-Michel—Ahuntsic):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter des pétitions signées par plus de 150 personnes habitant les villes de Brantford, Hamilton, London et Ottawa en Ontario, de New Westminister, en Colombie-Britannique, de Dalhousie, au Nouveau-Brunswick, en fait de tout le Canada, qui demandent au Parlement de modifier les normes de sécurité existantes concernant les ceintures de sécurité des sièges arrière des voitures de passagers.

Les pétitionnaires estiment que ces ceintures sont actuellement inefficaces et que les frais médicaux prodigués aux victimes d'accidents d'automobile pourraient être réduits ou supprimés. Pour ces raisons, ils exhortent le Parlement à rendre obligatoire l'installation de ceintures de sécurité en Y avec bretelles d'épaule et ventrales réglables, pour les passagers des sièges arrière. Ils demandent également l'installation de sacs gonflables pour les sièges avant.

## LE DROIT DE COMPARUTION DEVANT UNE COMMISSION DU STATUT DE RÉFUGIÉ

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, conformément à l'article 106 du Règlement, je présente deux pétitions. La première est signée par les habitants des villes de Toronto, de Scarborough, de Burnaby, de Vancouver et de Richmond. Ils demandent principalement que le gouvernement mette en place un système de détermination du statut de réfugié qui soit accessible, équitable et rapide en retirant du projet de loi C-55 toute référence à une sélection accrue et au principe du pays tiers désigné comme sûr, et en améliorant le mécanisme de la Cour fédérale d'appel.

## L'ACCORD CONSTITUTIONNEL—LA RECONNAISSANCE DU MULTICULTURALISME

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** La deuxième pétition porte sur l'Accord du lac Meech et est signée par des habitants de Calgary, d'Etobicoke et de North York. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de modifier le préambule de la Constitution afin de reconnaître comme caractéristique essentielle de notre pays, l'héritage multiculturel du Canada.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions soient réservées.

**M. le Président:** Toutes les questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.